

la Chambre que le député qui a la parole a le droit de se faire entendre sans interruption.

**L'hon. M. Pearson:** Merci, monsieur l'Orateur, mais ces interruptions, à vrai dire, ne me dérangent guère. Le ministre des Finances (M. Fleming) semble aussi vibrer d'excitation cet après-midi.

Nous nous souvenons que des élections devaient avoir lieu à propos de cette question Coyne et Sénat, également, mais le gouvernement recula bientôt, face à une opinion publique hostile. (*Exclamations*) Puis, il devait y avoir dissolution immédiate de la Chambre et des élections rapides à propos du programme général qui devait être exposé dans le discours du trône. Eh bien! nous n'entendons guère parler de cela en ce moment. Les indices de popularité déclinante et notamment l'exemple des cinq élections partielles en Ontario, dont deux, à Toronto, ont été qualifiées par le ministre des Finances, avant qu'elles aient lieu, d'«élections générales miniatures dont l'influence devrait être primordiale» ont suffi pour...

**L'hon. M. Fleming:** Non, non!

**L'hon. M. Pearson:** J'ai pourtant ici la déclaration pertinente.

**L'hon. M. Fleming:** J'ai dit qu'on les avait qualifiées ainsi.

**L'hon. M. Pearson:** Quoi qu'il en soit, cette preuve d'une popularité décroissante a peut-être dissuadé le gouvernement de dissoudre rapidement les Chambres pour en appeler au peuple. Ainsi va la guerre des nerfs, laissant les gens plus ennuyés qu'ébranlés. Lorsque viendront les élections, cela figurera au dossier du gouvernement actuel. (*Exclamations*) Je suis enchanté d'avoir dit quelque chose qui ait remporté l'approbation unanime de la Chambre, sauf celle des députés du groupe Nouveau parti-PSD, qui siègent dans le coin à ma droite et qui ne se sont pas prononcés sur l'observation que je viens de faire.

Je n'entends pas m'associer à ceux qui se perdent en conjectures sur la date éventuelle de la tenue des élections, car il faudrait pour cela tenter de lire les pensées du premier ministre (M. Diefenbaker), ce qui est un effort inutile, et j'imagine que même les collègues du premier ministre ont pu le constater à l'heure qu'il est. Les pronostics les plus décevants sur la date des élections dont j'aie entendu parler proviennent du ministre des Travaux publics (M. Walker). Je regrette qu'il ait quitté la Chambre.

**L'hon. M. Walker:** Présent!

[M. l'Orateur.]

**L'hon. M. Pearson:** Je pouvais difficilement remarquer l'honorable représentant puisqu'il était entouré de collègues plus frappants que lui.

**L'hon. M. Walker:** Je vous remercie.

**L'hon. M. Pearson:** Je le répète, les pronostics les plus décevants ont été énoncés par le ministre des Travaux publics. D'après lui, les élections n'auraient pas lieu avant la dissolution automatique des Chambres, en 1963, ainsi que le prévoient les dispositions de notre constitution. (*Exclamations*) Je constate que des députés de certaines régions du pays, qui souffrent de nervosité, applaudissent à cette observation.

**Une voix:** Ce sont tous des libéraux.

**L'hon. M. Pearson:** En décembre dernier, le ministre a déclaré en Nouvelle-Écosse que le gouvernement retarde la tenue des élections parce qu'il désire remplir toutes ses promesses avant d'en appeler au peuple. Si l'on s'en tient à cette prédiction, on retardera indéfiniment la date des élections.

Je comprends que les honorables vis-à-vis veuillent attendre. Peut-être s'inspirent-ils des mêmes motifs qui ont poussé le très honorable R. B. Bennett à retarder son coup de dés jusqu'au dernier moment en 1935. Mais n'oublions pas que le premier ministre a toujours cru fermement en la thérapeutique de l'atermoiement, ainsi que dans le camouflage qui naît de la confusion. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons qu'il devrait y avoir des élections, que les citoyens devraient avoir l'occasion de faire connaître leur opinion le plus tôt possible. Il faudrait que le programme du gouvernement et un compte rendu soient présentés au peuple dans tous les détails, afin que celui-ci sache ce qui s'est passé dans le pays ces dernières années, afin que le peuple puisse décider en connaissance de cause. Dans ces conditions, le plus tôt sera le mieux pour le Canada, mais naturellement pas pour le gouvernement.

Quelques mots à propos du discours du trône. Il ne fait pas preuve de beaucoup d'ambitions; néanmoins, je n'ai pas l'intention de traiter de tout ce qu'il renferme. Mes collègues parleront de quelques-unes des propositions et des idées qui s'y trouvent. Je n'essaierai donc pas de les examiner toutes aujourd'hui.

Le discours du trône ne dit rien des affaires internationales, sauf quelques platitudes à propos de la situation mondiale sombre et critique. Il ne propose rien qui puisse remédier à cette situation critique et aux problèmes internationaux si ce n'est de banales généralités. On ne reconnaît pas que la menace de l'impérialisme et du colonialisme communistes est aussi grave que jamais et